

## INTRODUCTION DE LA RÉCONCILIATION DANS LA CONSTITUTION

## Les fortes réserves de Amara Benyounès

*L'introduction de la réconciliation nationale dans la nouvelle Constitution est assurément l'amendement le plus controversé de la mouture envoyée par Ouyahia aux partis politiques. «Notre position? Ce sera un oui, mais...», dira d'ailleurs, à ce propos, le chef du Mouvement populaire algérien, Amara Benyounès.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le patron du MPA, qui s'exprimait à l'ouverture des travaux du Conseil national du parti, hier vendredi à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj à Alger, justifiera ses réserves : «L'on ne peut aller, sur cette question-là, au-delà de ce qui est prévu par la charte sur la paix et la réconciliation nationale. A savoir que, d'abord, le parti dessous est responsable de la crise et de la tragédie nationale et, ensuite, que ses dirigeants sont interdits d'exercer de la politique et de manière définitive.»

Amara Benyounès insistera particulièrement sur ce point. «C'est une affaire très sensible car les blessures sont encore vivaces.» Il n'omettra pas de rappeler à ses militants, invités à débattre du document de la présidence, les quatre «lignes rouges» que se fixe le parti.

«Nous ne fixerons aucune limite dans nos propositions. Cela, à l'exception de quatre points qui sont non négociables. A savoir le régime semi-présidentiel, le caractère démocratique et républicain de l'Etat, le maintien du Conseil de la nation et, enfin, la consécration des libertés collectives et individuelles.»

Sur un autre plan, Benyounès, qui est également ministre du Commerce dans le gouvernement Sellal, plaide pour des élections législatives anticipées. Une revendication qu'il justifie par deux raisons.

«Puisque nous allons vers une nouvelle Constitution, il est impératif d'adapter les institutions, dont le Parlement, à la loi fondamentale. Il ne faut pas oublier, aussi, que nous allons aussi vers un nouveau découpage administratif. D'où la



Benyounès plaide pour des élections législatives anticipées.

nécessité de revoir la représentativité nationale.» Ce disant, le patron du MPA ne cachera pas son optimisme : «N'en déplaise à certains, nous sommes déjà la troisième force politique du pays,

et l'avenir nous appartient.» Au passage, il ne manquera pas de destiner quelques piques assassines aux partis d'opposition. Surtout «ceux qui réclament une transition. Sommes-nous un

pays en crise ? Ce sont plutôt eux, ces partis-là qui sont en crise. Mais c'est vrai qu'ils oublient que l'Algérie a voté et a élu un Président le 17 avril !»

K. A.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

## Le dernier mot revient au peuple, selon Louisa Hanoune

*Louisa Hanoune a appelé, ce jeudi, à un Conseil constitutionnel avec une seule Chambre. La secrétaire générale du Parti de travailleurs a aussi proposé que le nombre d'élus soit revu à la baisse et de ne pas se contenter d'une Constitution de consensus entre les partis et les personnalités politiques.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Intervenant, hier, lors de l'ouverture du bureau politique du parti, Louisa Hanoune a axé son intervention principalement sur les consultations prévues au mois de juin prochain et relatives à la révision de la Constitution.

La secrétaire générale du PT déclaré qu'il était important d'avancer jusqu'à arriver à une Constitution qui reflète la position de la majorité et qui devrait constituer un saut qualitatif en

politique et dans la pratique démocratique. «Nous ne sommes pas contre des consultations pour arriver à une mouture adéquate de la Constitution, toutefois cela ne peut remplacer la souveraineté du peuple qui doit avoir le dernier mot», a déclaré Louisa Hanoune.

Concernant ce dernier point, la secrétaire générale du PT se dira pour un référendum populaire sur la Constitution et refuse son passage seulement par le

Parlement. La secrétaire générale du Parti des travailleurs a aussi considéré que le processus de révision de la Constitution actuel représente une réforme qu'il fallait entreprendre avant la réforme des textes. Pour le PT aussi, l'élection du conseil constitutif est «celui qui concrétise la souveraineté populaire et démocratique effective».

Par ailleurs, Louisa Hanoune exprimera son étonnement concernant la proposition de limitation de mandat présidentiel. Elle dira, à cet effet, qu'il s'agit d'une procédure qui n'est pas en adéquation avec la souveraineté populaire à qui revient le dernier mot pour plébisciter ou de révoquer le président. Elle inclura

ainsi le principe d'un référendum pour le principe de révocation dans les propositions de son parti dans la révision de la Constitution.

Louisa Hanoune a considéré aussi que l'exemple de la République parlementaire est le plus approprié bien qu'il s'agisse d'une option aventureuse, précise la secrétaire générale du PT. «Ceci au vu de la réalité politique actuelle entre le politique et les services financiers», a déclaré Louisa Hanoune. Elle prônera aussi une vraie séparation entre les pouvoirs avec le principe d'indépendance de la l'appareil judiciaire et sa libération du pouvoir exécutif.

F.-Z. B.

## UNE SÉRIE DE RÉFORMES SERONT ENGAGÉES

## Tayeb Louh évoque l'indépendance de la justice

*La remise sur la table de la question des réformes de la justice et la séparation des pouvoirs remonte à la première investiture d'Abdelaziz Bouteflika en 1999. Si aucune démarche concrète n'a été observée pendant 15 ans, y a-t-il aujourd'hui une réelle volonté ? Tayeb Louh parle de «nécessité».*

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - En visite d'inspection jeudi, à l'Ecole supérieure de magistrature, à Alger, Tayeb Louh a annoncé une série de réformes qui toucheront son secteur. Au cœur du débat, la question de la réforme de la justice et la séparation des pouvoirs ne date pas d'aujourd'hui.

Au début de son règne, en 1999, Abdelaziz Bouteflika en a fait mention. Une série de procédures ont été engagées plus tard, soit au cours de ses trois derniers mandats, mais sans grand

impact sur la réalité de l'appareil judiciaire.

Quinze ans après, l'actuel président qui entame sa quatrième investiture du Palais d'El Mouradia remet la question sur la table et son ministre de la Justice préfère lui donner le «sceau» de «poursuite des réformes». Il fait ainsi état de la «nécessité» de l'amendement du code civil et celui des procédures pénales afin de mieux garantir les droits de l'individu, les libertés individuelles et collectives. Seul moyen, à ses yeux, pour bâtir un

Etat de droit, il évoque également la protection du magistrat et la séparation des pouvoirs. En clair, l'indépendance de la justice.

## Louh mécontent de la formation des magistrats

Et pour se faire, le ministre met au centre des réformes la formation des magistrats. Laquelle soutient-il : «Constitue le principal élément dans la concrétisation du principe d'indépendance de la justice». Encore une «nécessité» qui ne trouve pas sa place dans l'Ecole supérieure de magistrature dont le niveau ne semble pas être du goût de Tayeb Louh. «L'Ecole supérieure de magistrature n'est pas une école de formation professionnelle», martèle-t-il tout en s'indignant sur les mauvais résul-

tats de certains étudiants en magistrature. Plaidant pour une formation de haut niveau, le ministre a souligné l'impératif de faire appel à des enseignants aux compétences avérées et reconnues. Il a également évoqué l'urgence d'introduire dans le programme pédagogique des spécialités qui permettront aux magistrats algériens de suivre des affaires traitant des crimes transcontinentaux.

Enfin, le ministre a annoncé la promulgation prochaine d'une loi permettant la délivrance du certificat de nationalité et de l'extrait de casier judiciaire dans des délais plus courts, à travers la signature et la légalisation desdits documents d'une manière électronique.

M. M.

## MOSTAGANEM

## La terre a tremblé à deux reprises jeudi matin

La double secousse tellurique enregistrée aux premières heures de jeudi dernier n'a causé que des dégâts matériels minimes et aucune victime n'a été déplorée, a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile de wilaya.

En effet, un séisme de magnitude 5,2 sur l'échelle de Richter a été enregistré à 6h22 créant ainsi un mouvement de panique parmi la population.

Le CRAAG a fait état auparavant d'une première secousse tellurique de 4,1 survenue à 3h57 dans la wilaya.

L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à 17 km au sud-est de la ville et a été ressenti chez les habitants proches des régions de l'épicentre. Seuls des dégâts matériels sont à signaler dans les vieilles bâtisses à Kaddous-El-Meddah à Mostaganem et dans la localité de Bouguirat comme la fissuration des murs et l'effondrement partiel d'un mur de clôture du stade communal.

S'estimant lésés ou oubliés par les autorités locales, les habitants de Kaddous-El-Meddah à Mostaganem sont sortis en colère dans la rue et ont fermé durant une bonne partie de l'après-midi du jeudi la route menant au quartier de Tigditt à l'aide de pierres et d'objets hétéroclites pour protester, disent-ils, contre la marginalisation de leur quartier.

A. B.